

Vote ouvrier et crise criminelle

Dans la culture chinoise, la notion de "bon ami" est cruciale car elle permet la vie sociale : entre "bons amis", on se dit tout, la franchise est de rigueur. Adoptons donc cette culture millénaire et parlons franc, entre bons amis, aux dirigeants de la droite.

Qu'à la future élection présidentielle, 36 % des ouvriers disent vouloir voter pour Marine Le Pen – la presse parle même de "plébiscite ouvrier" – n'est pas étonnant. Que ces ouvriers voulant voter Le Pen aient plus que doublé depuis la présidentielle de 2007, ne surprend pas davantage.

Le diagnostic est même enfantin à poser : les ouvriers vivent, et sont condamnés à vivre, dans des quartiers toujours plus ravagés par une criminalité sans cesse plus grave – et ils ne le supportent plus. Pour l'essentiel, leur vote est ainsi un pur appel de détresse. Que des socialistes de salon et autres bobos gauche caviar osent ici parler de "repli" est carrément infâme – car il ne s'agit pas d'états d'âme ou de tourments fictifs – mais de peur, pour sa vie et celle des siens.

Que se passe-t-il en effet dans les fameux "quartiers populaires" ? Ceci : début avril, « quatre hommes cagoulés, habillés de noir et portant des gilets pare-balles investissent un pavillon de Villepinte (Seine-Saint-Denis). Ils forcent Bilal, 20 ans, à s'agenouiller dans le salon familial, et – devant ses parents – lui tirent deux balles de 9 mm dans la tête ». Dans le même département, les

déchaînement criminel, qui terrorise les populations ouvrières de toutes origines ? Parce que – quelles qu'en soient les causes et les responsabilités réelles – la justice ne fait plus son travail : de l'aveu même du ministère de la Justice, « 100 000 peines de prison ne sont pas exécutées », les peines prononcées étant « en attente d'exécution ». Traduisons : par dizaines de milliers, des bandits sont dans les rues, libres de voler, voire de tuer. Où cette



Faute d'une bataille préventive anticrime, il ne faut pas s'étonner que les milieux ouvriers votent en masse pour Marine Le Pen.

situation est-elle la pire ? Dans les ressorts de justice de Bobigny, Évry, Pontoise, Marseille, Lille, etc.

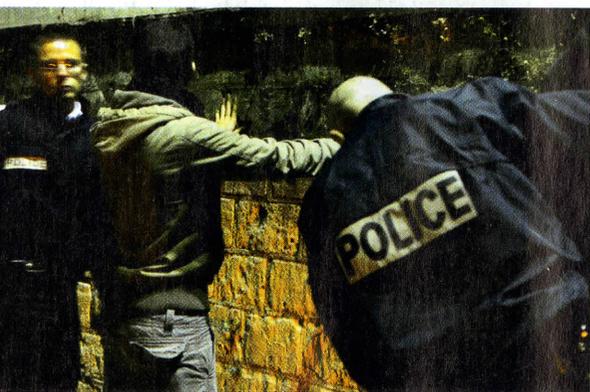
Parce qu'aussi, une partie de la police peine à s'adapter. D'abord, ces propos médiatiques un peu troublants, car montrant un net déficit d'expertise entre enquêteurs « ne négligeant aucune hypothèse » et porte-parole ne tenant pas pour « spécialement privilégiée » la piste d'un règlement de comptes. Certes, la police réagit du mieux qu'elle peut – mais cela suffit-il ? Elle attrape les malfaiteurs qu'elle voit –, mais alors c'est trop tard, le crime est commis. Pour preuve, observons la Seine-Saint-Denis, l'œil du cyclone criminel. Le préfet court d'une scène de crime à l'autre – il remporte même "le tableau d'honneur en termes de réactivité". Réagir – réactivité : c'est bien sûr là où le bât blesse. Qui a jamais gagné une bataille en laissant l'initiative à

Une opération de police à Cergy-Pontoise.

l'ennemi ? En se bornant à réagir ?

Faute de renseignement criminel pointu et précoce, la situation ne peut qu'empirer. Il faut ici un effort massif – l'État doit en savoir le plus possible et le plus tôt possible sur l'action, les effectifs et les préparatifs des gangs commettant l'essentiel des crimes inquiétant la population. Et ce, pour les surprendre en flagrant délit, les démanteler, les mettre pour de bon hors d'état de nuire. Telle devrait être la mission reine de la Direction centrale du renseignement intérieur. Or on sent cette belle machine policière plutôt absente du combat, pourtant décisif, du renseignement criminel.

Tel est l'engrenage crucial : pas de renseignement intérieur efficace en matière criminelle, pas de progrès possible dans la lutte contre les gangs – donc reflux toujours plus massif des votes populaires vers ce qui est, à l'instant, la seule posture politique anticriminelle déterminée. Ce problème est d'évidence politique. C'est au sommet de l'État que doit se décider et se conduire la grande bataille préventive anticrime, vouée à pacifier les quartiers populaires. Avec des généraux qui veulent se battre. ●



braquages s'enchaînent au quotidien – trois bijouteries en trois jours à la fin avril.

Le 9-3 n'a pas le monopole des homicides. À la fin avril encore, Nordine (23 ans) est abattu à Chelles (Seine-et-Marne) par un "proche", pour un motif "toujours inconnu". Paris n'est pas épargné. Encore à la fin avril, des "gens du voyage", certes "sédentarisés" mais pas apaisés pour autant, s'entretuent à la Kalachnikov, en plein jour, en pleine rue, dans le populaire XIV^e arrondissement : 2 morts, un blessé grave. Dans le même temps, un incendie criminel et prémédité fait 5 morts et 6 blessés graves dans le non moins populaire XIX^e arrondissement.

Cela tous les jours, à longueur d'année, et sans répit, dans ces mêmes "quartiers populaires". Pourquoi ce